

Casablanca : La société civile se mobilise pour les migrants sans-abris

11.01.2021 Casablanca : La société civile se mobilise pour les migrants sans-abris

A la suite des destructions des camps de migrants à Casablanca, la semaine dernière, le Groupe de travail de protection (GTP) de Casablanca se réunira mardi 12 janvier pour lancer des actions d'urgence. Plateforme constituée d'associations et d'organisations de droits humains actives dans la protection des réfugiés, des demandeurs d'asile, des migrants en situation vulnérable et des apatrides dans la région de Casablanca-Settat, le GTP devra mobiliser un maximum d'ONG «pour lancer une opération de collecte et de distribution de dons (sac de couchage, vêtements, chaussures, repas chauds, kit hygiéniques...)».

Cette réunion a été décidée à l'issue d'une rencontre d'urgence, initiée vendredi 8 janvier par l'association Bank de Solidarité et la Fondation Solidarité accompagnement initiative développement (SAID). Elle a porté d'ailleurs sur «l'examen des impacts des fortes intempéries qu'a connues la ville de Casablanca sur les migrants sans abri». Pour ses organisateurs, la priorité est d'«interpeller les autorités publiques concernées au sujet de la situation humanitaire difficile des sans-abris, y compris les migrants». L'idée sera donc de «formuler des propositions concrètes aux autorités pour assurer un hébergement d'urgence pour les sans-abris durant la saison hivernale», a indiqué un communiqué parvenu à

Yabiladi.

Par ailleurs, l'objectif sera de «sensibiliser la communauté casablancaise sur la situation des sans-abris dans le contexte actuel pour les inciter à contribuer à l'opération de dons», de manière à mener des actions en saison hivernale, marquée cette année à Casablanca par les intempéries, tout en renforçant des actions de solidarité sur le moyen terme. «Les migrants ont été livrés à eux-mêmes en pleine saison de froid et de pluie, après que les autorités aient rasé leurs abris au niveau de plusieurs quartiers à Casablanca sans aucune considération des conditions climatiques difficiles», ont déploré les associations initiatrices.

Cette première rencontre a connu la participation de la Commission régionale des droits de l'Homme (CRDH) de Casablanca-Settat, de la Clinique juridique, Droit et justice, Comité d'entraide internationale (CEI), du Réseau marocain des journalistes des migrations (RMJM), de l'association Rim espoir et de l'Organisation guinéenne pour la lutte contre la migration irrégulière.

Source :

www.yabiladi.com/articles/details/104243/casablanca-societe-civile-mobilise-pour.html